

DÉCISION DU MAIRE N° 2025 - 055

(Prise en vertu de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales)

Objet : Convention de mise à disposition à titre onéreux du local communal « la salle du Cèdre » conclue avec le Syndicat Des Copropriétaires LE CŒUR D'ECULLY, syndicat de copropriétaires sise 18/20 AVENUE EDOUARD AYNARD 69130 ECULLY représentée par la Régie EASIMMO J. PAROISSIEN

Le maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22-4° et L.2122-23 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n°2022-085 en date du 16 novembre 2022 autorisant Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition à titre onéreux du local communal « la salle du Cèdre » ;

Considérant la demande reçue par mail en date du 03/04/2025 de la Régie **EASIMMO J. PAROISSIEN** qui souhaite organiser une assemblée générale de copropriété dans ladite salle ;

Considérant que la salle est disponible sur le créneau souhaité ;

DÉCIDE

Article 1 : Il est conclu une convention de mise à disposition à titre onéreux du local communal « la salle du Cèdre », situé en rez-de-chaussée de l'immeuble Le Cèdre au 2, allée des Tullistes à Écully avec le Syndicat Des Copropriétaires « **LE CŒUR D'ECULLY** », représenté par la Régie **EASIMMO J. PAROISSIEN**

La convention met à disposition de la Régie le local pour une durée de 3 heures, le 7 mai 2025 à compter de 18 heures en vue de l'organisation de l'assemblée générale de copropriété.

Le prix de la location est de 75 € par créneau de 2 heures.

Article 2 : Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr, formée contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication et /ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Fait à Ecully, le - 3 AVR. 2025
Le Maire,

Certifiée exécutoire le - 6 MAI 2025

Le Maire,



Sébastien MICHEL



Sébastien MICHEL

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20250403-DM_2025-055-AR
Date de réception préfecture : 06/05/2025